

COMMUNIQUÉ DU 21 mai 2012

TOGO ET SES MILITAIRES :

Faut-il désarmer les Forces armées togolaises pour permettre la vérité des urnes ?

Sur fond de conférence sur les dépenses militaires et le développement au Togo, les chiffres non fournis sur le Togo mettent en relief toute la contradiction du jeu des Nations Unies qui remercient le Togo pour la mise à disposition de militaires togolais pour des missions des paix en Afrique alors qu'une partie de ces militaires togolais, non républicains, sont à la base du mal-développement et de la perpétuation de la contre-vérité des urnes au Togo. Les atteintes aux droits humains ne seront pas traitées dans ce communiqué. Les Nations Unies semblent parfois amnésiques par intermittence dès lors que les Etats lui fournissent ce dont elle a besoin.

1. ANGELA KANE AU TOGO : POURQUOI FAIRE ?

Le 8 mars 2012, Mme Angela Kane, 64 ans a été nommée par le Secrétaire général des Nations Unies, Mr. Ban Ki-Moon, au poste de Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Haut Représentant pour les Affaires de désarmement. Née à Hamelin en Basse-Saxe en Allemagne, elle a occupé plusieurs postes importants dans le système des Nations Unies. Elle a choisi le Togo pour une première visite en Afrique qui n'est pas sa spécialité. Elle est venue animer une conférence sur le thème « **Les dépenses militaires et le développement** ». En effet, le siège du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) est au Togo ce depuis 1986.

Du côté du Togo, il faut noter que cette conférence a été présidée par le Chef d'Etat-Major des Forces armées togolaises (FAT), le Général Mohammed Atcha Titikpina. Il est malheureux que ce nom soit régulièrement associé avec des atteintes aux droits humains aux Togo pas des organisations de la société civile et les Nations Unies font comme si de rien n'était.

Mme la Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies a rappelé qu'en cumulant les dépenses des 66 pays des Nations Unies qui acceptent de fournir des informations sur les dépenses militaires en Afrique en 2010, on arrive à 122 000 000 000 000 de \$ des Etats-Unis (122 000 Milliards \$US) en constante augmentation. Elle constate que 5 % de cette somme suffirait pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement, c'est-à-dire réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

2. REPONDRE AUX PREOCCUPATIONS DES TOGOLAIS ET PAS SEULEMENT A CEUX DE L'ARMEE

La seule question qui intéresse les citoyens togolais à laquelle elle n'a pas répondu est simple :

Combien dépensent Faure Gnassingbé en dépenses militaires ? Comme les chiffres fiables identifiés pour le moment sont ceux de la Banque mondiale, un peu plus de 2 % du produit intérieur brut du Togo en 2009. Alors en tentant d'avoir un chiffre qui parle au peuple togolais et sur la base des calculs de cvu-togo-diaspora, on arrive à la somme suivante : Avec 2,9 milliards de \$US du PIB au Togo en 2009, il faut considérer

que la somme consacrée par le Togo pour les dépenses militaires s'élèvent à 58 millions de \$US. Avec une croissance annuelle moyenne du PIB entre 2000 et 2009 de 2,5 %, il faut considérer que la somme dépensée par le Togo pour couvrir ses dépenses militaires, payer les forces armées en personnel et acheter des armes, toutes choses égales par ailleurs, devrait se situer autour de 60,9 millions de \$US en 2011.

Il faut donc s'interroger sur l'objectif premier de la première mission au Togo de la Secrétaire Général Adjoint des Nations en charge des questions de paix et de désarmement. S'agit-il uniquement de féliciter le Togo qui fournit régulièrement des contingents pour les opérations de maintien de la paix en Afrique ? Ou s'agit-il aussi de rappeler que les militaires doivent rester des « *Républicains* », respecter la vérité des urnes et des comptes ? Ne s'agit-il pas surtout de faire passer le message qu'il ne faut pas considérer que le maintien de la paix au Togo signifie « *confondre l'éradication de la pauvreté* » avec « *l'éradication des alternances politiques* » qui pourraient remettre en cause les privilèges de certains militaires. Ces privilèges ne sont bien sûr pas comptabilisés dans les statistiques mentionnées plus haut.

Alors s'il faut simplement 5 % en moyenne de la somme affectée par le Togo à ses dépenses militaires pour éradiquer la pauvreté au Togo d'ici 2015, pourquoi Mme la Secrétaire Général Adjoint des Nations n'a pas fait un simple « *audit* » ou « *bilan* » de l'action du Gouvernement Faure Gnassingbé, ce depuis 2005, date de sa prise de pouvoir, avec, et grâce justement aux militaires. Le CVU-Togo-Diaspora partage pleinement les propositions du Réseau africain des journalistes sur la sécurité humaine et la paix (RAJOSEP) basé au Togo qui demande au Gouvernement togolais de « *réévaluer ses besoins en matière de dépenses militaires et réaffecter les ressources aux questions de développement du Togo* ».

Il importe de revoir les éléments qui rentrent dans la composition de la statistique officielle sur les dépenses militaires togolaises puisqu'une partie de l'aide au développement a servi à équiper les militaires togolais pour réprimer la population afin de sauvegarder la « *démocratie à sens unique de Faure Gnassingbé* ». Alors, la question reste posée par les organisations de la société civile togolaise de savoir si Mme Angela Kane est venue féliciter le Gouvernement togolais d'utiliser l'argent des contribuables togolais pour aller soutenir des opérations de maintien de la paix en Afrique alors qu'au Togo, les militaires non républicains ont une conception bien particulière du maintien de la paix.

3. RECOMMANDATIONS DU CVU-TOGO-DIASPORA :

Afin de lever les nombreux quiproquos soulevés par les messages transmis sur fond d'absence de données statistiques sur les dépenses militaires au Togo, il est demandé à Mme Angela Kane, Haut Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement :

- 3.1 de clarifier son message envers la population togolaise. Une réduction de 5 % des dépenses militaires principalement affectées aux Forces armées togolaises ne servirait à rien dans le contexte togolais si au préalable, les militaires togolais ne sont pas des républicains qui s'engagent à servir un Président issu de la vérité des urnes et respectant la vérité des comptes publics ;
- 3.2 de donner les chiffres officiels provenant des Nations Unies des dépenses militaires au Togo, ce sur les 10 dernières années, afin de permettre de mesurer l'augmentation de ces dépenses qui au demeurant, n'ont fait que contribuer à augmenter la pauvreté d'au moins 500 000 personnes au Togo ces dernières années ;

3.3 de ne pas donner l'impression que l'Organisation des Nations Unies (ONU) cautionne un régime politique qui organise des élections qui repose sur la contre-vérité des urnes uniquement parce que le Gouvernement togolais siège actuellement au Conseil de sécurité des Nations Unies en tant que membre non-permanent ; et enfin

3.4 d'expliquer que si personne ne met en pratique les recommandations ou suggestions, rien ne se passe.

A défaut, l'avenir du Togo en termes de respect des droits humains, des droits de l'opposition politique et de la vérité des urnes et des comptes publics passe par un désarmement des Forces armées togolaises pour permettre le retour d'une démocratie vraie. Le silence des Nations Unies sur l'absence d'armement de la société civile togolaise devient bien bruyant dès lors que le silence de la honte autour de ceux qui utilisent des armes contre un peuple aux mains nues ne fait pas l'objet d'une conférence. En définitive, dès lors que les Nations Unies peuvent récupérer des soldats pour les opérations dits de « maintien de la paix », alors le reste peu attendre...



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

